

Suppressions d'emplois à la DIRCOFI Centre Ouest : la situation devient intenable

C'est malheureusement officiel, malgré la sanctuarisation proclamée des emplois dans le contrôle fiscal, la suppression des postes de catégories C et B continue. En 2019, deux postes C et un poste B vont disparaître, portant ainsi les suppressions depuis 2001 à 44 emplois (20 B et 24 C) à la DIRCOFI Centre Ouest ⁽¹⁾.

Dans le même temps, le travail des vérificateurs ne cesse de s'alourdir du fait de l'accélération des changements législatifs et réglementaires, de la dématérialisation de la DGFIP, des nouvelles méthodes de contrôles, des nouvelles applications informatiques (dont RIALTO Memo) et de leurs bugs récurrents, de la participation à un réseau, des nouvelles procédures de contrôle, de la loi ESSOC, de l'augmentation des objectifs, etc. Et les vérificateurs ne sont pas les seuls à souffrir dans cette période. Mais la DG n'en démord pas, nous sommes trop nombreux. Pas selon des critères objectifs de productivité, non ! Mais il faut absolument sacrifier des emplois sur l'autel de l'ultra-libéralisme !!!

Selon les éléments de langage de Bercy repris par la direction, il faut *contribuer à l'effort de réduction des effectifs*, ce serait presque glorieux... Mais cela revient à dire qu'il faut descendre dans la cale du navire avec une hache et ouvrir une voie d'eau tout en continuant à garder le cap et à maintenir la vitesse. Qui peut croire cela possible ?

A la DIRCOFI Centre Ouest, deux postes supprimés concernent des emplois vacants, nous serions tentés de croire que cela sera donc indolore. Mais cela signifie surtout que ces services en déficit d'effectif doivent désormais renoncer à tout espoir de voir ces postes pourvus.

Le troisième poste concerne la brigade de Quimper, brigade « isolée » car située dans un immeuble loin de tout service administratif. Cette brigade, comme tant d'autres, souffre d'une alimentation en dossiers insuffisante qui est ici si prégnante qu'elle a poussé les vérificateurs à faire une réserve lors de l'entretien professionnel qui s'est tenu au début de l'année 2018. Les efforts de tous les agents du service et leur conscience professionnelle ont permis de « boucler » le programme 2018. De plus, l'isolement de la brigade crée des contraintes supplémentaires.

En guise de remerciement, puisque la brigade a atteint ses objectifs, la barre sera relevée, car à l'avenir, il faudra faire identique, mais avec un agent de moins. Les agents de Quimper ont tenté par écrit de faire revenir la direction sur sa décision. En vain. Ce qui les a conduit, mettant en action leur écrit, à suspendre leur participation aux fonctions non obligatoires qu'ils ne pourront plus assurer : participation aux différents réseaux de la DIRCOFI Centre Ouest (International, patrimonial, immobilier, ALTO,...) ; animateur(trice) de stage de formation professionnelle ; participation à des opérations ponctuelles (type « Opération Relation de Confiance ») et/ou groupes de travail ; mission de tutorat des nouveaux collègues.

Solidaires Finances Publiques a boycotté les CTL suppression d'emplois du 16/01/2019 et du 22/01/2019, car nous ne souhaitons pas participer à la désignation des services qui seront frappés par la foudre de la restriction budgétaire. Nous n'entendons pas être associés de près ou de loin à cette opération de destruction de la DGFIP. Nous dénonçons la poursuite d'une politique suicidaire qui vient de franchir une nouvelle étape en frappant durement une brigade isolée.

(1) Territoire couvert par l'ancienne DIRCOFI Ouest jusqu'au 01/09/2017 et celui de la DIRCOFI Centre Ouest depuis cette date.